

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 24/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SAS TAURIAC ENERGIE - GROUPE VALECO**

188 rue Maurice Béjart  
CS 57392  
34000 Montpellier

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0006809837

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement SAS TAURIAC ENERGIE - GROUPE VALECO implanté Roustans I 12360 TAURIAC DE CAMARES. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS TAURIAC ENERGIE - GROUPE VALECO
- Roustans I 12360 TAURIAC DE CAMARES
- Code AIOT : 0006809837
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le parc de Roustans est divisé en deux parcs d'un point de vue administratif :

- Roustans I : éoliennes numérotées de 1 à 3,
- Roustans II : éoliennes numérotées de 4 à 8.

Le parc a été mis en service le 22 décembre 2017 et est équipé d'éolienne de modèle ENERCON E82, hauteur de mât 85M et puissance unitaire nominale de 2,3 MW.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- à compléter

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Mise en demeure, déchets	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
2	Facteurs attractivité chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1	/	Sans objet
3	Bridage chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet
4	Défaillance bridage chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.3	/	Sans objet
5	Efficacité bridage chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.4	/	Sans objet
6	Contrôle chiroptères SCADA	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.5	/	Sans objet
7	Matériel électrique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
16	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral à l'exception de la gestion des déchets. L'exploitant a conscience des non-conformités et a entamé les démarches pour respecter la réglementation (achat de boîte de stockage des déchets sur site, inscription sur TrackDéchets, remplissage des BSD). Toutefois, le mauvais remplissage des BSD ainsi que le stockage actuel des déchets sur le site du maintenancier impose une mise en demeure au titre de la réglementation sur les déchets.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des suivis environnementaux ont été réalisés en 2018, 2019, 2020 et 2021. En conclusion, le dernier rapport de suivi indique : « Ainsi, au vu de la mortalité actuelle qui reste constante et assez faible, il apparaît que les impacts du parc éolien de Roustans semblent maîtrisés et non significatifs ».</p> <p>Les suivis réalisés sont conformes au protocole de 2018.</p> <p>La preuve de dépôt des données brutes de suivies sur DEPOBIO a bien été transmise à l'IIC.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Facteurs attractivité chiroptères

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés. • Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. • Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
<b>Constats :</b> Les facteurs d'attractivité des chiroptères ont été limités. Une seule lumière est constatée, au-dessus de la porte d'entre du mât de l'éolienne, maintenue pour des raisons de sécurité et qui n'est allumée qu'en cas d'intervention des techniciens de maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Bridage chiroptères

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent. Ce bridage doit être opérationnel, chaque nuit entre 30 minutes avant le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque :- Entre le 1er avril et le 14 août lorsque : • la température est supérieure ou égale à 10° C ; • et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 6 m/s. - Entre le 15 août et le 31 octobre lorsque : • la température est supérieure ou égale à 8° C ; • et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 6 m/s. La vitesse du vent et la température sont mesurées à hauteur de nacelle. Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le paramétrage du SCADA a été vérifié et est conforme aux prescriptions de l'arrêté. Puis, par sondages, la mise en œuvre du bridage concrète en fonction des données de vent et de température a été vérifiée pour les deux périodes de bridage sur l'éolienne n°3 (Roustans I). Aucune anomalie n'a été constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Défaillance bridage chiroptères

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La défaillance du bridage chiroptère est le non-respect du plan de bridage pour des raisons techniques sur tout ou partie des éoliennes du parc. L'exploitant informe l'inspecteur de la DREAL dès qu'il a connaissance d'une défaillance du bridage. L'exploitant dispose de 15 jours à compter de la défaillance pour apporter la solution technique. Au-delà de ce délai, les éoliennes concernées par la défaillance sont mises à l'arrêt tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre. Les défaillances du plan de bridage sont notifiés dans un registre de défaillance et de maintenance.
<b>Constats :</b> Aucune défaillance de la mise en œuvre du plan de bridage n'a eu lieu selon l'exploitant. Les données brutes du SCADA n'ont pas révélé d'anomalie de mise en œuvre du plan de bridage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Efficacité bridage chiroptères

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du plan de bridage. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure). Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 3 mois qui suivent sa finalisation. Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications du plan de bridage, l'envoi du suivi environnemental à l'inspecteur de la DREAL est complété par un porter à connaissance.
<b>Constats :</b> Un suivi environnemental est en cours en 2022. Le devis de la prestation auprès du prestataire ALTIFAUNE a été vérifié. Le rendu du rapport est prévu pour mars 2023. Les premiers résultats communiqués à l'exploitant n'indiquent aucune mortalité chiroptère. 3 collisions avec des oiseaux ont été enregistrées dont 1 mortalité avérée (Hirondelle de fenêtre, espèce non cible). À noter que le parc ne dispose pas d'un Système de Détection Avifaune (SDA).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Contrôle chiroptères SCADA

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA) . Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM). Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans. Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.
<b>Constats :</b> Les données brutes ont bien été transmises à l'inspection le 11 octobre 2022. Les données sont stockées depuis la mise en service du parc (22 décembre 2017). Le format des données est conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Matériel électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> Les rapports de vérification électrique pour les années 2021 et 2022 ont été transmis le 11 octobre 2022 et vérifiés par le prestataire Bureau VERITAS. Le suivi des anomalies électriques a bien été réalisé sur le registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p> <p><b>Constats :</b>  Deux anomalies concernent la gestion des déchets par l'exploitant :  – les bordereaux de suivi de déchets (BSD) ne sont pas correctement remplis, car le producteur de déchets indiqué sur le BSD est turbinier et non l'exploitant.  – de plus, les déchets sont envoyés au centre de maintenance du turbinier, qui n'est pas autorisé en tant que centre de stockage de déchets.</p> <p>L'exploitant est conscient des non-conformités : des contacts ont été pris avec le prestataire ORTEC pour la commande de caisson de stockage temporaire de déchets sur site « EOLBOX mini ». Ceux-ci n'ont pas encore été installés (prévu pour la fin de l'année 2022).  L'exploitant a par ailleurs enregistré la société productrice de déchets sur TrackDéchets afin de se mettre en conformité lors de la réalisation des prochains BSD.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 6mois

## N° 9 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p><b>Constats :</b>  Les tests de mise à l'arrêt d'urgence ont pu être vérifiés dans le registre de maintenance et ne font pas apparaître d'anomalies. La périodicité des tests est respectée et bien précisée dans le registre de maintenance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b> Le manuel d'entretien des turbines a été consulté. Il est disponible en version papier dans les éoliennes inspectées. Il présente les fréquences des opérations de maintenance et les opérations à effectuer.  L'exploitant dispose par ailleurs d'un registre de maintenance qui se décompose ainsi : - SIP : application fournie par le turbinier (ENERCON) sur laquelle sont enregistrés tous les événements liés à la maintenance des turbines (serrage des vis, rapports électriques, intervention de maintenance classique, tests d'arrêt d'urgence). Les rapports rendus par le turbinier ont été contrôlés par sondage, notamment les tests de survitesse. - GMAO : ce registre comprend les interventions réalisées directement par l'exploitant, notamment ce qui concerne les poste de livraison et le poste source.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Il a été constaté lors de l'inspection que la porte d'accès à l'éolienne n°1 (Roustans I) était bien fermée à clé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<b>Constats :</b> Les éoliennes sont bien identifiées par un numéro unique, lisible sur le mât. Un panneau présentant le plan du parc et les consignes de sécurité à respecter a pu être constaté à l'entrée du parc. Le plan du parc est visible ainsi que les différents pictogrammes prescrits par l'arrêté ministériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<b>Constats :</b> L'exploitant a rédigé un plan de prévention lors de la mise en service du parc qui a été transmis au maintenancier. Ce plan détaille les différentes procédures en cas d'urgence. Les tests et exercices d'application de ces procédures d'urgence ont pu être vérifiés dans le registre.  Les formations et les habilitations des techniciens intervenant sur site ont été constatées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b> L'intérieur de l'éolienne n°1 était propre et ne contenait pas de produits combustibles ou inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
<b>Constats :</b> Le plan de prévention rédigé par l'exploitant a été communiqué aux techniciens. De plus, ces consignes sont présentes dans les mâts des éoliennes. Elles détaillent les premières consignes de sécurité à respecter, les numéros d'urgence et les procédures en cas d'incident/accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 16 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éoliennes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b> Un extincteur est bien présent au pied de l'éolienne visitée. Il a été vérifié en septembre 2022 par l'organisme de contrôle : Bureau Veritas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet